



Institut CGT d'Histoire
Sociale d'Aquitaine

Aperçus d' HISTOIRE SOCIALE d'Aquitaine
Liaisons - lettre électronique - 4^{ème} trimestre 2016 - n° 8

Pour ne pas perdre le fil de l'Histoire

Editorial



Sommaire

Editorial	P 1
Échos des IHS Aquitaine	P 2 & 3
Bibliographie	P 4
Pépites d'archives	P 4

Avez vous pensé à commander,
en souscription, le numéro triple
de la revue ?

APERÇUS, SPÉCIAL 120 ANS DE LA CGT EN AQUITAINE

à paraître en avril 2017.

Un **N°** à ne pas manquer !

Liens

IHS CGT national ihscgt@wanadoo.fr
IHS 24 : ihscgt24@orange.fr
IHS 33 : ihscgt33@orange.fr
IHS 40 : ihscgt@cgt-landes.org
IHS 47 : ihscgt47@orange.fr
IHS 64 : ihscgt64@orange.fr
UD 33 : ud@cgt-gironde.org
UD 24 : udcgt.24@wanadoo.fr
www.cgt-aquitaine.fr
www.ihscgtaquitaine.org

Une lettre particulière

Cette lettre est particulière pour plusieurs raisons.

La 1^{ère} est qu'elle fait suite à l'Assemblée Générale de l'IHSA qui, malgré de nombreuses interrogations, a confirmé la conception et le modèle éditorial de nos revues « Aperçus ». Avec une novation cependant. Celle d'instaurer une procédure d'élaboration collective de notre programme éditorial via les IHS départementaux et, pourquoi pas, via des consultations de nos abonnés-adhérents et ce pour mieux répondre aux attentes des uns et des autres.

La 2^{ème} est qu'exceptionnellement, elle est envoyée à tous sous format papier. Ayant peu de retour sur l'impact du format électronique, choisi notamment pour son faible coût, nous voudrions apprécier si cette forme, adaptée aux « plus jeunes », correspond aussi aux pratiques des plus anciens moins à l'aise quelquefois avec la lecture sur écran. Les bureaux des IHS, par sondage, pourraient essayer de faire s'exprimer un avis plus explicite que notre vague sentiment.

La 3^{ème} est l'insertion d'un encart conséquent. En effet la préparation des numéros 120, 121, et 122, revue triple de 150 pages sur les 120 ans de la CGT en Aquitaine à paraître début 2017, a pour effet de ne livrer aucune revue pendant presque une année. D'où le choix de restituer un travail historique significatif dans cet intervalle sous forme de supplément à la « Lettre ».

Le sujet traité n'est pas non plus banal et innocent. *Il s'agit en effet d'un regard historique porté sur l'extrême droite (et les droites extrêmes tant l'interpénétration et les définitions ont fluctué avec le temps).* Soucieux comme beaucoup du contexte actuel, mais fidèles à notre vocation d'Institut d'Histoire Sociale, nous publions, non pas une Histoire, ni une vérité, mais une contribution à la réflexion collective. Ce document, dense, au spectre très large, est le fruit de recherches remarquables et d'une synthèse rédactionnelle difficile effectuée par Jacques Audin membre du bureau de l'IHS 33 que nous remercions chaleureusement. Mise en circulation dans les IHS, cette somme, discutée largement, a fait l'objet, d'amendements, de rajouts, de suppressions, le dernier mot appartenant au rédacteur. Des nuances, quelques désaccords, subsistent, d'autres réactions ne manqueront pas de s'exprimer. Ce qui en soi est quelque chose de sain, car si l'opinion de chacun porte une part de subjectivité et nourrit la diversité, c'est dans l'échange que l'on progresse vers des idées davantage partagées.

Aussi nous en appelons à tous nos abonnés-adhérents, réagissez, écrivez-nous (par mail ou par courrier postal). Une prochaine « Lettre » témoignera du débat qui n'appelle pas obligatoirement une conclusion sur tous les points.

Ce pourrait être notre contribution à, (comme le dit le titre du livre co-édité par la CGT que nous évoquons par ailleurs), « En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite »

Jean Lavie.

Dordogne

1936 et la classe ouvrière en Dordogne : rien ne sert de grévé... il faut partir à point !



De gauche à droite, Marie France Barillot, Cyril Moreno,
Gérard Del Mashio, Jack Varailon

Le samedi 24 septembre 2016 au COPO à Périgueux fut une double journée historique : d'abord parce qu'à l'initiative de l'UD 24 et de l'institut d'histoire sociale (IHS) 24 fut célébré les 80 ans du front populaire. Ensuite parce que l'UD renouait avec la tradition festive qui était la sienne jusqu'aux années 80. Les animations proposées (jeux pour enfant, buvette, concert) concurrent un vif succès malgré le nombre de camarades et de visiteurs insuffisamment présent au rendez-vous. En ce qui concerne l'IHS 24, nous avons montré un petit documentaire réalisé par nos camarades métallurgistes de la région parisienne en 1938, fait une présentation-débat au cours duquel sont intervenus Gérard Del Maschio, qui a rappelé le contexte national, Marie France Barillot, qui a présenté un focus sur le 1^{er} mai 36 en Dordogne et Jacky Varailon qui a insisté sur les parcours des militants de ces années. Pour ma part j'ai réalisé une exposition sur 1936, spécifiquement en Dordogne.

1936 en Dordogne ne semble pas, au vu des éléments découverts dans les archives et leur analyse succincte, être de la même intensité que ce qu'il a pu se passer au Havre, en région parisienne, à Toulouse et plus largement dans les zones très industrialisées. En effet, nos camarades sont partis en grève reconductible après les accords Matignon qui actent les 40h, les conventions collectives, soit après le 7 juin 1936. En Dordogne les grèves commencent en juin.

Les professions vont se mettre en grève massivement, organisées et avec le soutien de l'UD, des UL de Bergerac ou Périgueux ou des secrétaires de gros syndicats, dans la foulée des conquêtes politiques de 36, et vont toutes obtenir gain de cause, sur la base de leurs revendications. L'administration va recenser ainsi 3200 grévistes en juin-juillet 1936. La phase de reflux est perceptible aux environs du 10 juillet, confirmé par nos adversaires patronaux qui écrivent à la préfecture le 18 juillet, leur indiquant qu'à cette date « le feu est éteint ».

On a donc eu une période d'un mois ou une grande partie de la Dordogne présentait un visage inhabituel, voire révolutionnaire. A Périgueux, tous les chantiers du bâtiment sont à l'arrêt. Les serveurs-limonadiers, les fabricants de meubles, les garçons coiffeurs, les employées des grands magasins sont en grève pendant une semaine. Les commerçants du centre-ville, très hostile au mouvement vont faire un lock out d'une journée. L'un d'eux, le marchand de bière LAVAL, patron briseur de grève, a sorti son revolver

pour disperser un piquet qui empêchait son camion de sortir du garage. Les usines de chaussures BATA à Neuvic, de tissage de Sourzac, les conserveries de Sarlat, la Tréfilerie de Périgueux (quartier du Bassin), l'usine chimique PROGIL à Terrasson (deux vagues de grève début juin puis début juillet, toutes victorieuses), les usines comme les petits ateliers sont occupés (3 ouvriers occupent leur atelier de fabrication de meuble rue Gambetta à Périgueux), ou en grève. A *contrario*, les gros syndicats organisés et leurs professions ne bougent pas : cheminots, tabacs, services publics et fonctionnaires. Ce sont les salariés des petites et moyennes entreprises qui font et gagnent 36 en Dordogne, tous issus des secteurs privés.

Ces salariés vont massivement se tourner vers la CGT, un des deux seuls syndicats français (il ne vivait à l'époque que quelques jaunes sous la bannière CFTC mais le nombre d'adhérents était dérisoire), selon la méthode suivante : avant les déclenchements des grèves, des réunions étaient organisées par les camarades dirigeants l'organisation dans le département, plusieurs à Périgueux et dans la vallée de l'Isle, et à Bergerac. On peut supposer que ces camarades avaient quelques contacts dans les localités ou usines susceptibles de partir en grève, ce qui devait probablement les guider. Les réunions permettaient la syndicalisation en masse des travailleurs inorganisés. Parfois la syndicalisation intervient peu après le déclenchement de la grève, comme à PROGIL, mais elle est toujours massive : les 420 ouvriers se syndiquent tous.

Mais l'embellit a duré peu de temps. Parti trop tôt, les camarades feuillardiers entament une grève de février à avril 36 : ils échouent à voir aboutir leur revendication. A Clairvivre, en septembre, c'était déjà trop tard, les personnels de la cité de traitement des blessés du poumon grèvent un mois, bloquent et arrêtent plusieurs jours la centrale électrique d'alimentation, mais ils n'obtiennent pas satisfaction.

Les professions ou usines qui luttent en juin ou début juillet profitent et alimentent la poussée révolutionnaire à l'œuvre dans le pays. Les mouvements se nourrissent les uns aux autres, les patrons sont complètement affolés et cèdent sur la majorité des revendications ouvrières sur cette courte période.

Avant 36, en Dordogne, les travailleurs étaient inorganisés et très mal payés : bien que salariés, ayant un intérêt commun, ils restaient sans poids sur leur destin. Après juillet, la CGT va compter 10000 syndiqués, les travailleurs ont obtenu d'importantes augmentations ou majorations de salaires : outre leur condition d'existence, les ouvriers de Dordogne partagent désormais une conscience commune, leur conscience de classe. En cela on peut affirmer que 36 semble être un moment fondateur, pour la classe ouvrière de Dordogne, de sa prise de conscience de son existence en tant que classe.

L'IHS 24 a décidé, suite à cette initiative, de lancer une revue sur 1936 en Dordogne, dont nous prévoyons la sortie courant 2017. La brochure reprendra les interventions orales, les éléments de l'exposition et sera complétée par d'autres articles issus de nos recherches réalisées entre autre aux archives départementales de la Dordogne qui disposent d'un fond important. Pour la diffusion, nous comptons sur les syndiqués et syndicats du département, et leur intérêt pour leur propre histoire sociale.

Cyril Moreno

¹ Notamment une riche collection « du peuple de la Dordogne », journal de la CGT confédéré et de nombreux documents de l'administration, préfecture, renseignements généraux...

² Du fait, selon les RG, de l'agitation de deux ouvriers « trotskystes » qui aurait entraîné les ouvriers dans une grève de 15 jours.

³ Fabricants de lames en bois pour les tonneaux, l'activité est située dans le Nord de la Dordogne

⁴ Surtout les femmes, dont les salaires étaient entre 50% à 25% plus bas que ceux des hommes. L'alignement sur le salaire des hommes font souvent partie intégrante des revendications des syndicats CGT d'entreprise dans la période, en Dordogne.



IHS 33

Extraits de l'intervention de l'IHS 33 au congrès de l'UD CGT de la Gironde le 8 novembre 2016

« Merci à la direction de l'UD.....

.....L'objectif de cette intervention est clairement « de vous donner envie », de susciter votre intérêt pour l'Histoire.....

.....Pourquoi la CGT, et Georges Séguy en particulier, ont cru utile de créer les instituts d'Histoire à partir de 1982 ? Pas pour glorifier ou juger les militants, ni écrire une histoire officielle tant l'interprétation des faits porte une part de subjectivité et donc de diversité, mais pour connaître, assimiler les expériences passées, en tenir compte pour comprendre les évolutions de la société et innover dans les luttes pour l'avenir.

On a coutume de dire « l'Histoire est un combat syndical ». Pour s'en persuader il n'est que de voir la place de plus en plus réduite de l'Histoire dans l'enseignement scolaire.

L'Histoire apprend la complexité des créations humaines, le sens social, les solidarités. Elle aide les hommes et les femmes à s'orienter dans la société, elle permet de créer une culture CGT avec de grands principes comme « dans la lutte des classes aucune citadelle n'est imprenable, aucune conquête n'est irréversible », elle aide chacun à penser par soi-même, à devenir citoyen, elle concourt à la démocratie.

Comme souvent, affirmer des idées ne suffit pas pour gagner une implication, alors entrons dans le concret.....

.....S'agissant du pouvoir d'achat par exemple que nous apprend l'histoire ?

Les luttes de 1968, les effets politiques des luttes précédant 1981 ont permis des augmentations substantielles de salaires. Mais l'absence de réformes structurelles suffisantes à ces mêmes moments, a rendu difficile la préservation de ces acquis.

S'agissant du travail, l'approche revendicative, essentiellement réparatrice, nous a privé de dynamique.

Ce n'est donc pas le hasard qui a conduit la CGT à poser fort, en même temps que la revendication, celle des moyens durables de la satisfaire, moyens faits de transformations radicales de la société, et aujourd'hui mettre le travail et les garanties y afférents au centre de sa démarche syndicale, permet à la CGT, de poser, les questions de pouvoir d'achat et de classifications, celles des conditions de travail, de la démocratie dans l'entreprise, et aussi celle des besoins, de la bataille de la production et des moyens de la gagner avec les exigences sur le crédit, la fiscalité etc...tirant tout à la fois le quotidien et les transformations fondamentales.

Et cela parce que la CGT et ses militants ont su tirer les enseignements de l'Histoire. Car si les salariés doivent faire leurs expériences, dans leurs expériences, il y a celle que nous portons collectivement avec nos analyses et nos regards sur l'histoire..... ».

Extraits de l'introduction de l'IHS 33 au débat qui a suivi la présentation du film La Sociale au cinéma Utopia le 9 novembre 2016.

C'était nécessaire et c'est intéressant de voir qu'enfin il est question de donner à Ambroise Croizat la place qui lui convient dans la construction de la Sécurité Sociale.

.....il faut cependant voir Croizat comme un symbole, une volonté politique à un moment donné,.....

.....Deux réflexions.

- La sécu n'est pas née comme ça par enchantement en 1945. C'est une création progressive.

- Ses principes restent-ils modernes ?

.....se protéger des risques de la vie, passe pendant longtemps par la charité et la solidarité familiale principalement. Avec le développe-

ment industriel les salariés sous des formes diverses ont cherché à se prémunir des risques divers : avec la mutualité mais surtout avec les luttes obtenir de l'employeur les premières compensations et garanties diverses pour protéger leur santé, améliorer les conditions de travail et d'emploi avec les congés, les assurances diverses, les

1ères retraites et premiers congés et cela dès la fin du 19^{siècle}. 36 avait déjà été un progrès colossal. La Sécu est donc le résultat des luttes au fil du temps.

La construction d'après guerre s'inspire des acquis sociaux, des exemples d'autres pays comme l'Angleterre et surtout bénéficie d'un contexte politique très favorable avec la poussée ouvrière issue de la Résistance notamment. Et le régime de base étant instauré cela a été ensuite au rythme des rapports de forces un développement constant (jusqu'à la création de la CMU en 1999).....et simultanément un « détricotage » constant également depuis les ordonnances de 1967....

La Sécu c'est aussi une œuvre collective. Le CNR, en est la matrice.....Même si le patronat a vite relevé la tête après s'être englué dans la collaboration, De Gaulle a signé les ordonnances, Pierre Larroque, a écrit le projet, et la maîtrise d'œuvre politique, la ténacité pour aller vite, c'est Croizat. Quand à la réalisation sur le terrain ... elle doit beaucoup aux militants Cgt.....(cf Revue Aperçus n°115-116)..... l'universalité, l'unité et la solidarité restent toujours d'actualité.

Certes la société a changé, mais prélever une cotisation (part patronale et part salariale) sur la richesse créée, pour renouveler la force de travail, cotisation proportionnelle aux revenus et obligatoire, pour bénéficier de prestations identiques, sans séparer les risques dans un système unique, reste un objectif.

Quand à l'égalité d'accès est-il besoin de développer pour dire qu'elle demeure également un objectif à construire sur les réalités de notre époque, en rappelant tout simplement que le bien-être de la population ne saurait passer par un retour au 18^{ème} siècle ou à l'esclavage.

IHSA :

« Alors quand prend-on le train ?

Le 26 juin dernier la ligne Oloron Bedous a été ré-ouverte.

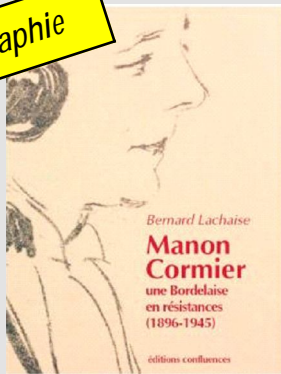
.Or il en a fallu des actions pour en arriver là. Alors pourquoi ne pas revendiquer une partie du succès ? Avec cet objectif l'IHSA a proposé une initiative aux organisations Cgt

En effet dès le déraillement du pont de l'Estanguet en 1970 les cheminots principalement ont bagarré pour la réouverture de ligne. Au début des années 90 l'implication de l'interpro a donné un élan nouveau à cette lutte d'autant qu'à cette époque l'action a été conduite (et c'était nouveau et assez compliqué d'ailleurs) par un collectif regroupant essentiellement, la CGT (seul syndicat français), le Comité pour la Réouverture de la ligne Oloron Canfranc (CRELOC), les écologistes de la Sepanso, et un comité citoyen de la vallée d'Aspe : un millier de participants à la gare d'Oloron, plusieurs milliers sur le stade de Bedous pour une initiative festive avec débats, buvettes etc, 10000 venant de toute la France mais aussi d'Espagne (et notamment nos amis des Commissions Obreras d'Aragon et leur fédération des transports) sur la route du col du Somport, apogée du mouvement. Etats généraux de la Vallée d'Aspe, autres rassemblements de réflexions à Pau notamment, ont ponctué aussi la période. Le reflux qui a suivi n'enlève rien à ce qui a été réalisé.

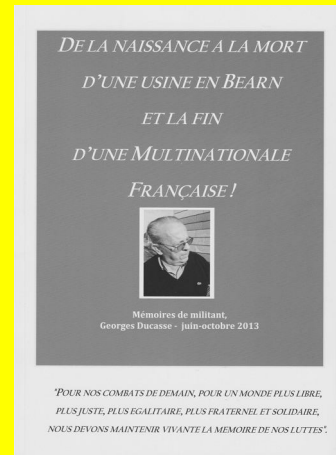
L'idée est qu'une cinquantaine de camarades effectuent un voyage symbolique entre Oloron et Bedous, avec conférence de presse à l'arrivée en invitant nos amis espagnols et pourquoi pas les organisations avec qui nous avons mené cette lutte.

Un pique-nique « auberge espagnole » pourrait clôturer la séquence avant un retour sur Oloron. Alors quand prend-on le train ?

Bibliographie

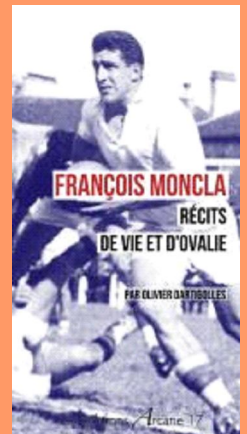


Résumé :
Quelle est cette femme dont le nom est inscrit au Panthéon, sur une rue de Bordeaux, un collège de Bassens ou à l'entrée d'une allée du cimetière protestant de Bordeaux ? Bernard Lachaise est parti à sa rencontre, un destin exceptionnel qui la mène du Barreau bordelais dans l'entre-deux-guerres, à la mort en 1945 au retour des camps de concentration. Pionnière à la faculté de Droit de Bordeaux où elle décroche un doctorat en 1932, première femme en France secrétaire de la Conférence du Stage des avocats de Bordeaux, première bordelaise avocate à Bordeaux en 1921, fondatrice en 1938 du Club Soroptimist de Bordeaux, féministe ardente et présidente fondatrice de la section girondine de la Ligue française pour le Droit des femmes (LFD) en 1924, membre du comité central de la Ligue dès 1928, amie et disciple de Maria Vérone, Manon Cormier est aussi l'auteure d'une biographie de Juliette Adam couronnée par l'Académie française et de plusieurs publications historiques. 18€



Les jugements personnels de Georges n'enlèvent rien à l'intérêt de son témoignage sur sa vie personnelle et dans l'usine de Péchiney. Edité par l'UL de Mourenx. 10€

Dans ces « récits de vie et d'ovale », François Moncla raconte, pour la première fois, l'itinéraire de l'enfant de la vallée d'Ossau, celui des truites attrapées à la main dans le gave et du rugby des villages, qui va devenir le capitaine héroïque de l'équipe de France. Pour le dernier test-match à Durban face au Springboks, le 16 août 1958, la presse sud africaine annonce la couleur : « Du sang coulera samedi à Ellis Park. » Moncla raconte les regards dans les vestiaires, la peur face à des « joueurs monstrueux » et l'ivresse de la victoire après un Himalaya de rugby. Et les anglais François ? « Avec eux, cela a toujours été rude mais correct, quelques gifles, un pied au cul à Bendon, mais pas de scandales quoi... » Moncla parle d'ovale et des autres engagements de sa vie pour la Paix et la justice sociale. « Après tout ce que j'ai vécu, je crois à la solidarité des hommes. S'aider les uns les autres pour accéder à une vie meilleure. » François Moncla, joueur légendaire du rugby tricolore, 31 sélections en équipe de France entre 1956 et 1961, capitaine des Bleus à 18 reprises entre 1960 et 1961, sélectionné lors des tournées en Afrique du Sud en 1958, en Argentine en 1960 et en Nouvelle-Zélande en 1961. Vainqueur de trois Tournois des cinq nations, champion de France avec le Racing en 1959 et avec la Section paloise en 1964.

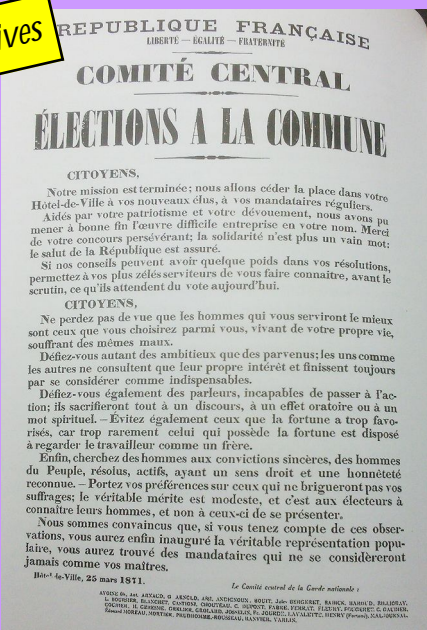


A commander 50 av. Jean Mermoz, 64000 Pau. Chèque 10€, à l'ordre de O. Dartigolles

Pépites d'archives



Publication réalisée avec le soutien du Conseil Régional Aquitaine
ISSN 0296 6398



Simple clin d'œil aux enjeux démocratiques de notre Période!



Décembre 1995